

Burundi : le pouvoir lâche du lest face à la société civile "indépendante"

PANA, 28 mars 2016 La Justice desserre l'arc autour des organisations contestataires de la Société civile au Burundi Bujumbura, Burundi (PANA) - L'une des grandes Organisations de la Société civile indépendante, "Parole et action pour la prise de conscience et le changement des mentalités" (Parcem) a repris, lundi, ses activités à la faveur d'une mesure judiciaire innocentant, au bout de cinq mois de suspension, d'une charge de "participation à un mouvement insurrectionnel" contre le troisième mandat présidentiel, l'année dernière, apprend-on des concernés à Bujumbura. [Photo : Faustin Ndikumana, président de l'association PARCEM]

Le parquet général de la République a, en même temps, déposé de la levée immédiate du gel des avoirs bancaires de l'organisation et de certains de ses dirigeants, faute de preuves suffisantes et accablantes à charge. Une décision judiciaire qui a fortement contenté le président de l'organisation et l'un des rares leaders de la société civile encore présents au Burundi, Faustin Ndikumana. L'intéressé a démenti des rumeurs qui lui prêtent l'allégeance au contre-parte de la réhabilitation de son organisation. La voix critique de la gestion des affaires publiques de ce diplômé des sciences économiques va encore se faire entendre, a-t-il promis à ceux qui pensent à la magnanimité du pouvoir à son égard. Une dizaine d'autres organisations de la société civile restent, par contre, sous le coup de la suspension de leurs activités et des comptes bancaires bloqués. Les différentes organisations en cause s'étaient coalisées avec l'opposition politique pour protester, dans la rue, contre un troisième quinquennat de l'actuel président burundais, Pierre Nkurunziza, jugé, à leurs yeux, contraire à la constitution et l'accord d'août 2000, à Arusha, en Tanzanie, sur la procédure de conciliation nationale qui n'autorise que deux mandats consécutifs à la tête du pays. La Communauté internationale pressait fortement ces derniers temps le pouvoir burundais pour qu'il ouvre un dialogue politique avec l'opposition et assouplisse les mesures de rétorsion contre les organisations contestataires de la société civile et des médias. C'est dans ce cadre des pressions internationales que le pouvoir avait concédé, en janvier dernier, la réouverture d'une des cinq radios privées indépendantes, à « Isanganiro ». Ces médias avaient été réduites au silence pour s'être mises à la disposition des généraux de l'armée à l'origine d'une tentative de putsch manquée en mai 2015. Dans la foulée, le pouvoir a encore accepté de lever des mandats d'arrêt internationaux qui couraient contre 15 de la quarantaine d'opposants en exil à l'étranger. Plus récemment encore, le chef de l'Etat s'est engagé devant le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, d'assainir et de détendre l'atmosphère sociopolitique nationale par un relâchement inconditionnel des détenus politiques pour leur rôle présumé dans les manifestations de rue contre le troisième mandat présidentiel des mois passés. La semaine dernière, la Garde des Sceaux, Laurentine Kanyana, a annoncé la mise en application effective de la mesure de grâce présidentielle en faveur d'un premier groupe de 812 détenus politiques dans une liste qui en contiendrait au moins 5000, selon les Nations unies. Le pouvoir burundais doit encore donner des gages de bonne volonté politique à ceux de ses bailleurs de fonds étrangers qui ont gelé leurs appuis financiers, en concédant des pourparlers directs et inclusifs avec l'opposition pour vider le conflit électoral à l'origine de la crise persistante depuis bientôt une année et qui fait craindre un effet contagion au reste de la sous-région fragile des Grands Lacs africains. Des tensions sont d'ailleurs au comble avec le Rwanda voisin qui abrite le tiers des 260.000 réfugiés burundais de la crise. La sécurité reste une autre source de préoccupation dans un pays où, au cours de la semaine passée, deux hauts gradés de l'armée sont tombés sous les balles à Bujumbura. Face aux différentes menaces, la sous-région a dû dernièrement renforcer la médiation hésitante dans la débordante crise burundaise du président ougandais, Yoweri Kagame Museveni, par celle de l'ancien chef de l'Etat tanzanien, Benjamin William Mkandawire. L'assassinat de l'un des officiers supérieurs de l'armée burundaise, le lieutenant-colonel Darisu Ikurakure, a été revendiqué, via les réseaux sociaux, par l'un des trois mouvements rebelles nés de la crise, les "Forces républicaines du Burundi" (Forebu).